

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21929 - 81ÈME ANNÉE

Montée des violences urbaines, crise climatique

Congrès des maires : quand le voyage à Paris illustre la crise profonde du néocolonialisme français

Comme chaque année, le Congrès des maires transforme Paris en grande foire institutionnelle. Défilés protocolaires, photos sous les dorures, réceptions bien huilées... Et pour les délégations venues des anciennes colonies intégrées à la République française, c'est aussi — il faut le dire — l'occasion d'un beau voyage payé par l'argent public. Pendant quelques jours, les élus des anciennes colonies arpentent les grands magasins et les salons ministériels comme si l'État français était le Père Noël. Mais cette mise en scène commence à se fissurer.

Car l'heure est à la panique. Les institutions locales, longtemps utilisées comme amortisseurs sociaux du néocolonialisme grâce aux « emplois aidés », se retrouvent face à un État qui n'a plus les moyens d'acheter la paix sociale dans des territoires où il maintient toujours des bases militaires françaises. Les anciennes colonies intégrées à la République française paient aujourd'hui au prix fort l'effondrement d'un modèle imposé, fondé sur la dépendance économique, la pauvreté organisée et la promotion d'une classe sociale créée par Paris, déconnectée de la production de richesses indigènes, érigée en modèle de consommation ayant pour fonction de tout verrouiller en prenant la place de l'ancienne classe dominante à la tête des institutions.

Moins d'argent de Paris

Et pendant que la France coupe dans les budgets, la réalité avance sans attendre. Entre narcotraffic galopant et montée des océans, les collectivités des anciennes colonies se retrouvent au centre d'une tempête parfaite. A Paris ç leur congrès, des maires alertent sur la spirale : réseaux criminels surarmés, violences urbaines quotidiennes, cyclones plus intenses, littoraux rongés par la submersion. Mais ces cris d'alarme se heurtent trop souvent à l'indifférence d'un pouvoir français incapable de remettre en cause le système néocolonial qui assure d'importants profits aux grosses so-

ciétés françaises dans l'énergie, le BTP, l'automobile, la grande distribution et l'industrie de la canne à sucre

Dans ce contexte, la baisse annoncée des crédits alloués à la mission « Outre-mer » dans le projet de loi de finances 2026 fait l'effet d'une provocation pour ces élus d'anciennes colonies. Moins 18 % d'autorisations d'engagement : un désengagement brutal dénoncé par la commission des lois du Sénat, qui a rendu un avis défavorable.

La fin des illusions et de l'argent facile en abondance approche

Et pendant que les élus sont à Paris, les territoires s'embrasent. À Mayotte, de nouveaux barrages ont été érigés en début de semaine. Des habitants excédés dénoncent une violence quotidienne devenue insoutenable sur une île comorienne administrée illégalement par Paris depuis 50 ans, avec la complicité d'une classe de privilégiés autochtones. Les écoles ferment, les routes se bloquent, l'État se tait.

Ce contraste entre les salons parisiens et la réalité du terrain n'a jamais été aussi criant. Le Congrès des maires met chaque année en scène un attachement à la République dont le centre ne cesse pourtant de se dérober. Dans nos pays, la crise du néocolonialisme est un vécu quotidien, une urgence vitale. La fin des illusions et de l'argent facile en abondance approche, et les élus qui montent à Paris le savent et doivent le dire à ceux qui les ont élus.

M.M.

La « première COP des peuples » revendique la fin de l'utilisation des énergies fossiles

La COP30 a marqué une étape décisive pour l'action climatique mondiale. Réuni dans le pavillon Tocantins, le Segment de haut(niveau a célébré les avancées réalisées au sein du nouvel Agenda d'Actions, qui coordonne désormais 117 Plans pour Accélérer les Solutions (PAS). Cette rencontre entre les présidences de la COP29 et de la COP30, le secrétariat de la CCNUCC, les Champions de haut niveau et de nombreux acteurs publics et privés a souligné une priorité claire : entrer résolument dans la phase d'implémentation.

Conçu pour unifier et amplifier une décennie d'initiatives depuis la COP21, l'Agenda d'Actions réinventé vise à transformer les engagements en résultats concrets, visibles dans la vie quotidienne : véhicules électriques, toitures solaires, éclairages LED, ou encore emballages durables devenus courants. Pour Dan Ioschpe, Champion de haut niveau de la COP30, cette dynamique illustre « l'esprit de Mutirão, l'effort collectif qui doit marquer les cinq prochaines années ».

Cadre commun public-privé

L'événement a aussi rappelé l'urgence. Malgré des progrès notables — la trajectoire climatique mondiale passant d'un réchauffement anticipé de 4 °C à environ 2,6 °C —, le monde reste en retard. D'où la nécessité d'une coopération renforcée. « Nos pays ne peuvent mettre en œuvre seuls les engagements pris ici », a insisté Ana Toni, président de la COP30, appelant à une mobilisation conjointe des gouvernements, investisseurs, collectivités et secteur privé.

L'unification des efforts constitue l'un des apports majeurs de la COP30. Pour la première fois, les gouvernements et les acteurs non étatiques agissent sous un cadre commun, facilitant la coordination entre secteurs. Les exemples abondent : harmonisation des plans de décarbonation pour l'industrie lourde ; alignement de financements philanthropiques pour la santé climatique ; ou plan mondial d'investissement d'un million de milliard de milliards de dollars d'ici 2030 pour tripler les capacités renouvelables.

6 axes de coopération pour 117 plans d'action

Cette logique s'inscrit dans la Vision à 5 ans de l'Agenda d'Actions, structurée autour de six axes de coopération : transition énergétique et industrielle, protection des écosystèmes, transformation agricole, résilience urbaine, développement humain et social, et accélérateurs transversaux comme le financement et la technologie. Partout, les initiatives témoignent d'un passage à l'échelle : quadruplement des investissements pour les paysages régénératifs, renouvellement des engagements historiques pour les peuples autochtones, renforcement massif des réseaux électriques, ou encore structuration d'un pipeline d'un trillion de dollars pour l'adaptation.

Avec 117 plans d'action couvrant transport propre, restauration des terres, santé, alimentation ou réduction des polluants climatiques, la COP30 se veut la « COP de l'implémentation ». Le message est clair : la décennie qui s'ouvre doit consolider un multilatéralisme efficace, capable de produire des résultats tangibles et équitables pour toutes les communautés.

M.M.

Nouveau cadeau au lobby du tout-automobile et des énergies fossiles : vers la suppression du malus CO2 dans les anciennes colonies intégrées à la République ?

À peine croyable : en pleine COP30, alors que les alarmes climatiques hurlent et que les pays comme La Réunion subissent déjà de plein fouet les cyclones plus violents, la montée des températures et l'explosion du coût de la vie, des députés viennent d'offrir un nouveau cadeau aux industriels du tout-automobile et des énergies fossiles. Un amendement voté à l'Assemblée nationale propose purement et simplement de supprimer le malus CO2 pour les véhicules neufs achetés dans les pays comme La Réunion. Alors que la planète brûle, certains élus pensent que la priorité est de rendre les SUV plus accessibles.

Présenté par le député guyanais David Rimane et cosigné par le Réunionnais Frédéric Maillot, ce texte relance une vieille rengaine : celle d'un prétendu « pouvoir d'achat » défendu par ceux qui vivent de l'importation de voitures thermiques. Le SICR, qui assure que La Réunion « n'est pas prête » pour l'électrique, réclame même un moratoire... alors que ce sont précisément les retards accumulés dans la transition énergétique qui nous enferment dans la dépendance aux carburants polluants et chers.

Le lobby automobile avance toujours les mêmes arguments : relancer la consommation, soulager les ménages, éviter l'effondrement du marché. Mais aucune réflexion sur la santé publique, l'encombrement des routes, la pollution de l'air ou la précarité énergétique. Aucune remise en question du modèle : importer toujours plus de voitures lourdes, énergivores, inadaptées à l'insularité.

Pourtant, partout ailleurs, on débat de taxer les voitures selon leur poids afin de freiner la course aux SUV, responsables d'une part croissante des émissions de CO2. Plus lourds, plus dangereux pour les piétons, plus coûteux en énergie — thermique ou électrique — ces véhicules aggravent l'empreinte écologique et sociale de nos déplacements.

À La Réunion, où l'espace est limité, où les routes saturent, où les cyclistes risquent leur vie, supprimer le malus CO2 serait un contresens absolu. Le Sénat doit examiner la mesure avant le 31 décembre. Il lui appartient de choisir : céder une fois de plus au lobby automobile, ou défendre enfin une vision cohérente, juste et durable pour La Réunion.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Si in zour kélk'in i di azot... mi gingn pa lir an kréol rényoné

Si kélk'in i di azot dsi la késtyon d'la lang kréol La Rényon, li néna difikilté pou lir in tèks an kréol, kossa zot i panssre ? kossa zot i panssre par rapor in moune konmsa sirtou si ii yèm la lang kréol rényoné, kissoi pou èkoute bann shantèr, kissoi pou ète an parmi l'mond pou diskité, kissoi pou pou fè in bonpé zafèr i fé dann in lang donk i fé galman dann la lang kréol rényoné.

Mwin na pwin la réponss pars final de kont néna bonpé demoune i di sa é si néna in bonpé d'moune i di sa mi kroi i fo pran sak zot i di o sèryé-si lo moune lé toussèl wi pé di sé in katapar mé lé pa lo ka. Néna in dalon la di amwin konmsa, i fo dir ali pou lir dann in lang sansa pou ékrire, mé lé pa sak i intèrèss ali... antouléka i fo aprann.

Mé koman aprann lir an kréol rényoné ?

Si ni gingn lir an franssé sé pars nou l'aprann sa lékol é sa la dir dé zané é dé zané so laprantissaz-la. Par kont nou la pa aprann lir an kréol kan nou lété lékol, mèm nout zanfàn pti — zanfàn la pa aprann é bonpé i aprann pa zordi ankor. Donk sirèsèrtin nou lé pou trouv demoune pou dir sa ankor tro lontan, pou dir : « lir kréol rényoné sa lé dir ! ».

Mé koman nou bann militan nou la aprann ? Pars bann militan kiltirèl zot i koné lir dann kréol rényoné, mèm ékrire pars dizon sé kékshoz ni konsidèr konm inportan, konm éssanssyèl... Si sé konmsa ébin ni fé l'éfor k 'i fo fèr.

In romark : linivèrsité La Rényon, mwin la travaye avèk bonpé zétidyan bann péi déor, é mwin la romarke banna téi lir bann zékrivin rényoné dann lo tèks kissoi bann tèks an proz sansa bann fonnkèr. Mé mwin la trouv bonpé d'moune La franssé é néna in pé apré dé zané é dé zané téi koné pa lir dann kréol-mèm bann zamotrèr toutsort matyèr, zot ossi téi koné pa. Pa pars zot lé pli bète ké nou sansa pli bète bann zétidyan i sorte péi déor sansa nout bann militan.. Sé pars pou zot lir an kréol lé pa in n'afèr inportan.

Si kékshoz lé pa inportan pou ou, wi kass pa out koko la dsi pou aprann é sé pou sa wi aprann pa épi wi koné pa mèm si out QII sé sète in gabyé-kosto. Donk pou aprann épi pou kponète mi panss i fo wi pran sa konm kékshoz inportan, mèm éssanssyèl, osinonsapréssyé pou amenn aou dann shomin la konèssans kékshoz konm lir épi ékrire dann kréol rényoné.

Alé ! Mi san mwin na pwin la klé pou rézoude problèm-la mé mi panss sak i vé trouv in solission pou problèm-la par li mèm, i pé fèr li. Sak i vé, i pé ? Zot i panss spa ?

A bon antandèr salu !

Justin